

Burundi: des civils empêchés de quitter le pays, selon une ONG

RFI, 23-11-2015 Selon un rapport rendu public par Refugees International, des civils burundais sont empêchés de quitter leur pays. L'ONG s'inquiète des mesures coercitives prises à l'encontre des civils qui souhaitent quitter le pays et fuir les persécutions. L'ONG pointe également du doigt les Imbonerakure, une milice non-gouvernementale à l'origine de violences à l'encontre des déplacés. Depuis le début de la crise burundaise, l'ONG estime que plusieurs dizaines de milliers de civils sont des « déplacés » à l'intérieur de leur propre pays. [Photo : Des réfugiés burundais attendant l'entrée du camp de réfugiés de Nyarugusu, dans le nord de la Tanzanie, le 11 juin 2015.]

« Depuis le début de la crise, le gouvernement burundais a mis en place de nouvelles mesures de sécurité le long de la frontière », explique Michael Boyce, qui s'est rendu au Burundi pour Refugees International. Pour lui, ces mesures prises par les agents du gouvernement burundais constituent une pression qui vise tout particulièrement les opposants politiques. « L'argument avancé par les autorités est que ces mesures empêchent ceux qui fuient le pays de rejoindre une rébellion anti-gouvernementale dans un pays voisin », annonce Michael Boyce joint par RFI. Mais ces mesures ont un impact lourd sur les civils qui tentent de fuir les persécutions. D'après les témoignages des déplacés et des réfugiés que nous avons recueillis sur le terrain, ce sont des agents du gouvernement qui font pression sur les civils et leur demandent de ne pas quitter le territoire. Parfois, ces agents arrêtent des personnes qu'ils pensent être des opposants au gouvernement. » Refugees International annonce également le rôle de la milice non-gouvernementale Imbonerakure. « Ses membres circulent le long de la frontière, ils s'attaquent et maltraitent ceux qui essaient de fuir le pays », ajoute l'envoyé spécial de l'ONG. Je pense qu'actuellement le Burundi traverse une crise politique. Une crise dans laquelle si vous n'êtes pas à 100 % derrière le gouvernement, vous êtes perçus comme étant contre le gouvernement et donc comme une menace potentielle. » Makamba, province touchée par la crise Michael Boyce s'est rendu dans la province de Makamba, dans le sud du pays, à la frontière avec la Tanzanie. Pour lui, la situation actuelle de cette région démontre que la crise que traverse le Burundi ne touche pas que la capitale Bujumbura. « C'était très troublant de traverser cette province de Makamba, de rencontrer des gens qui se cachaient, qui ne pouvaient pas dormir chez eux le soir, qui devaient se cacher dans la forêt le long de la frontière tanzanienne pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines, parce qu'ils étaient poursuivis et ne pouvaient pas revenir en ville pour voir leur famille », raconte-t-il. Il assure que « beaucoup de réfugiés et de déplacés » ont été pris pour cible « à cause de leur opinion politique prônant de leur appartenance à un autre parti que celui au pouvoir, le CNDD-FDD. Au micro de RFI, il insiste sur le fait que la crise ne se cantonne pas à Bujumbura. « Je pense vraiment que le conflit burundais se ressent dans tout le pays, et qu'il y a à l'échelle locale, des conséquences pour les familles. »